



MINISTERE DES RELATIONS
EXTERIEURES

MINISTRY OF EXTERNAL
RELATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 03/AAONO/MINREX/CIPM/2026 DU
07 JUIN 2026, EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA MAINTENANCE
INFORMATIQUE AU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DU MINREX

IMPUTATION : 60 06 103 2 33000001 0113 361480

EXERCICE : 2026

1 - OBJET

Le Ministre des Relations Extérieures, Maître d'Ouvrage, lance, en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert pour la maintenance informatique au Ministère des Relations Extérieures.

Globalement, les prestations attendues de l'Entreprise ou du Groupement d'Entreprises visent le fonctionnement optimal du matériel informatique.

2 - CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance informatique au Ministère des Relations Extérieures, qui seront exécutées pour la période allant de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations au 31 décembre 2026, les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, consistent en :

- La maintenance des micro-ordinateurs ;
l'entretien préventif des unités centrales, des claviers, des écrans, des souris, pour un minimum de trente (30) ordinateurs par trimestre ;
- La maintenance de deux (02) serveurs, de huit (08) onduleurs, de cinq (05) commutateurs, de cinq (05) points d'accès Wifi, de trois (03) baies de brassage, par trimestre ;
- La remise en état de l'architecture des disques durs (partitionnement, formatage, réinstallation du système d'exploitation suivant les procédures définies par le MINREX, réorganisation logique, sauvegarde des données) en cas de problème ;
- La surveillance des disques durs et la signalisation des pannes à venir ;
- La réparation ou le remplacement du matériel défectueux pour un minimum de trente (30) ordinateurs par trimestre ;
- Le dépannage d'au moins cinq (05) écrans par trimestre et le remplacement des câbles vidéo défectueux ;
- L'entretien régulier d'au moins quinze (15) imprimantes et cinq (05) scanners par trimestre ;
- Le renouvellement des licences d'antivirus ESET Endpoint Security pour au moins cent (100) Postes et Serveurs par trimestre ;
- L'entretien des onduleurs et la vérification de leur résistance aux coupures électriques (remplacement des batteries défectueuses), dont huit (08) au minimum par trimestre ;
- La réparation et la maintenance des bornes Wifi ainsi que leurs alimentations ;
- La maintenance préventive et le dépoussiérage des baies de brassage et des équipements d'interconnexion ;

- L'entretien du réseau informatique (remplacement des prises réseau, des câbles de liaison, des cordons de descentes et des jarretières optiques).

3 - ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres est constitué d'un Lot unique.

4 – COÛT PREVISIONNEL

Le coût d'objectif des prestations, objet de ladite maintenance, est de Francs CFA Vingt-cinq Millions (25.000.000)

5 – DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des prestations, objet de la maintenance concernée, est de douze (12) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6 - PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises et/ou aux Groupements d'Entreprises de droit camerounais, catégorisées ou non, exerçant autant que possible dans le domaine des Technologies, de l'Information et de la Communication.

7 - FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget de Fonctionnement du Ministère des Relations Extérieures - Exercice 2026, Imputation : 60 06 103 2 33000001 0113 361480.

8 - MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour le présent Appel d'Offres est en ligne.

9 – CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission (timbré, acquitté à la main, daté et signé, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC), délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à Cinq cent mille (500.000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission, (timbrée, acquittée à la main, datée et signée, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la CDEC), délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission (timbrée, acquittée à la main, datée et signée, accompagnée du récépissé de consignation délivré par la

CDEC), présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10 - CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé, et la version électronique sur le site web www.diplocam.cm. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm), dès publication du présent Avis par voie de presse écrite, par voie d'affichage dans les locaux du Ministère des Relations Extérieures et/ou par voie électronique.

11 - ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version électronique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de quarante-trois mille (43.000) Francs C FA, représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 16 JUIL 2026 à 13 heures. L'original de la caution de soumission et une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, sous pli scellé portant l'indication claire et lisible de « copie de sauvegarde » et des références de l'Appel d'Offres

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 03/AONO /MINREX/CIPM/2026 DU 17 JUIN 2026, EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA MAINTENANCE INFORMATIQUE AU MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES).

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »

devront être déposés contre récépissé ou transmis par poste en recommandé avec accusé de réception à la Direction des Affaires Générales (Sous-direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé, au plus tard le 16 JUIL 2026 à 14 heures précises.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales ces documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un temps et portera sur les séries des quatre enveloppes (Enveloppe extérieure, «Enveloppe A : DOSSIER ADMINISTRATIF», «Enveloppe B : OFFRE TECHNIQUE» et «Enveloppe C : OFFRE FINANCIERE»), l'une après l'autre, dans l'ordre chronologique suivant : i) Enveloppe extérieure, ii) «Enveloppe A : DOSSIER ADMINISTRATIF», iii) «Enveloppe B : OFFRE TECHNIQUE» et iv) «Enveloppe C : OFFRE FINANCIERE».

Elle est effectuée, le...16...11171...2026..... à 14 heures précises dans la salle de conférences du nouveau bâtiment du Ministère des Relations Extérieures, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) auprès du Ministère des Relations Extérieures, siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de leurs offres.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà du délai supplémentaire de 48 heures à accorder, le cas échéant ;
- Pièce(s) falsifiée(s), fausse(s) pièce(s) ou fausse(s) déclaration(s) ;
- Absence de déclaration sur l'honneur attestant le non-abandon d'un marché au cours des trois dernières années et l'absence du soumissionnaire sur la liste des entreprises défailtantes établie par le MINMAP ;
- Absence ou non-conformité du Conducteur des prestations ;
- Non satisfaction d'au moins cinq (05) critères essentiels sur les sept (07) ;
- Omission d'un prix unitaire ou d'un prix forfaitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Non-respect des formats de fichiers requis pour la soumission des offres en ligne ;
- Absence ou non-conformité de l'original de la caution de soumission avec dépôt dudit original dans les services compétents du Maître d'Ouvrage à l'adresse sus-indiquée.

15.2. Critères essentiels

L'offre technique de chaque Soumissionnaire, dont le Dossier administratif et l'Offre technique sont conformes au regard des critères éliminatoires, sera évaluée en fonction des critères essentiels suivants :

N°	Critères	Evaluation	
		OUI	NON
1	Ressources humaines (2 sous-critères, seuil de validation : 2 Oui/2)		
2	Références dans le domaine des prestations similaires livrées (2 sous-critères, seuil de validation : 2 Oui/2)		
3	Plan de travail et méthodologie (3 sous-critères, seuil de validation : 3 Oui/3)		
4	Ressources matérielles à mobiliser (3 sous-critères, seuil de validation : 2 Oui/3)		
5	Capacité de financement (3 sous-critères, seuil de validation : 2 Oui/3)		
6	Présomption de connaissance du site (2 sous-critères, seuil de validation : 2 Oui/2)		
7	Présentation du dossier (2 sous-critères, seuil de validation : 2 Oui/2)		

La grille d'évaluation des offres figure à la Pièce N° 12.

Seules les offres, qui auront satisfait à au moins cinq (05) critères essentiels sur les sept (07) à l'issue de cette évaluation technique, seront déclarées conformes et admises à l'évaluation financière.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au Soumissionnaire dont l'offre est reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, a satisfait à au moins cinq (05) critères essentiels sur les sept (07) et est évaluée la moins-disante.

17- Durée de validité des offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales (Sous- direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance, Service des Marchés, Porte 508, Tél. : 222 20 39 40) du Ministère des Relations Extérieures à Yaoundé ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

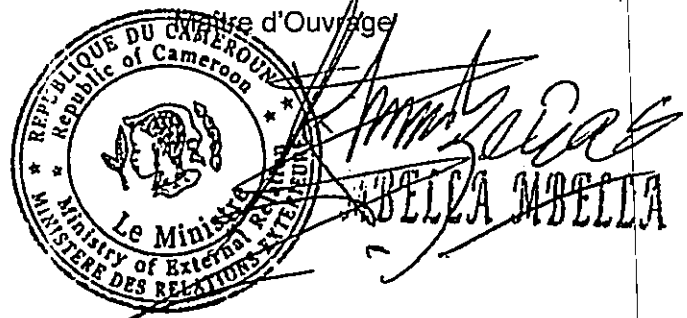
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copie :

- MINMAP (pour publication sur la plateforme COLEPS)
- ARMP (pour publication dans le Journal des Marchés Publics)
- Ministre des Relations Extérieures
- Commission Interne de Passation des Marchés/MINREX
- SOPECAM (pour publication dans Cameroon Tribune)
- Affichage/Archives

Yaoundé, le 17 JUIN 2026

LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES,





OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
No.03/AAONO/MINREX/ITB/2026 OF 17 JUIN 2026
UNDER PROCEDURE OF URGENCY,
FOR THE PROVISION OF IT MAINTENANCE SERVICES WITHIN THE MINISTRY OF
EXTERNAL RELATIONS

FUNDING:N

OPERATING BUDGET

FINANCIAL YEAR: 2026

BUDGET LINE: 60 06 103 2 33000001 0113 361480.

1-PURPOSE

The Minister of External Relations, Project Owner, hereby launches, under procedure of urgency, an Open National Invitation to Tender, for the provision of IT maintenance services within the Ministry of External Relations.

On the whole, the service required of the company, firm, or group of companies or firms is to ensure optimal functioning of IT equipment.

2-CONSISTENCY OF BENEFITS:

The IT maintenance services at the Ministry of External Relations, to be performed from the date of notification of the service order to commence services until December 31, 2026, on weekdays from 8:00 a.m. to 4:00 p.m., consist of:

• Maintenance of microcomputers;

Preventive maintenance of central processing units, keyboards, monitors, and mice, for a minimum of thirty (30) computers per quarter;

• Maintenance of two (2) servers, eight (8) uninterruptible power supplies (UPS), five (5) switches, five (5) Wi-Fi access points, and three (3) patch panels per quarter;

• Restoration of the hard drive architecture (partitioning, formatting, operating system reinstallation according to procedures defined by the Ministry of External Relations, logical reorganization, and data backup) in case of problems;

• Monitoring of hard drives and reporting of impending failures;

• Preventive maintenance of central processing units, keyboards, monitors, and mice, for a minimum of thirty (30) computers per quarter;

• Maintenance of two (2) servers, eight (8) uninterruptible power supplies (UPS), five (5) switches; five (5) Wi-Fi access points, and three (3) patch panels per quarter;

• Restoration of the hard drive architecture (partitioning, formatting, operating system reinstallation according to procedures defined by the Ministry of External Relations, logical reorganization, and data backup) in case of problems;

• Monitoring of hard drives and reporting of impending failures;

• Repair or replacement of defective equipment for a minimum of thirty (30) computers per quarter;

• Troubleshooting at least five (5) monitors per quarter and replacing defective video cables;

• Regular maintenance of at least fifteen (15) printers and five (5) scanners per quarter;

• Renewing ESET Endpoint Security antivirus licenses for at least one hundred (100) workstations and servers per quarter;

• Maintenance of UPS systems and verification of their resistance to power outages (replacement of defective batteries), with a minimum of eight (8) per quarter;

• Repair and maintenance of Wi-Fi access points and their power supplies;

- Preventive maintenance and dust removal of patch panels and interconnection equipment;
- Maintenance of the computer network (replacement of network jacks, patch cables, drop cables, and fiber optic patch cords).

3-ALLOTMENT:

The present call for tenders is composed of a single lot.

4- PROVISIONAL COST:

The target cost of the services, which are the subject of said maintenance is at a competitive price of francs CFA twenty-five million (25 000 000).

5-EXECUTION DEADLINE:

The timeframe for completing the services covered by the maintenance in question is twelve (12) months. This period begins from the date of notification of the service order to commence the services.

6- PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender is open to Companies and/or Groups of Companies under Cameroonian law, categorized or not, operating as much as possible in the field of Technology, Information and Communication.

7- SUBMISSION METHOD

The method of submission selected for this Call for Tenders is online.

8- FUNDING

The services, purpose of this Invitation to Tender, shall be funded by the recurrent Budget of the Ministry of External Relations, Financial Year 2026, Budget line No. 60 06 103 2 33000001 0113 361480.

9-BID BOND:

Each bidder must include with their administrative documents a bid security (stamped, paid by hand, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC), issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees for public procurement, a list of which is included in document 14 of the tender documents. The amount of the security is five hundred thousand (500,000) FCFA and it is valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity period. The absence of a bid security (stamped, paid by hand, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC), issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public procurement, will result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the consultation in question is considered absent. A bid security (stamped, hand-paid, dated and signed, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC), presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10- CONSULTATION OF THE TENDER FILE

The file can be consulted free of charge during working hours at the Directorate of General Affairs (Sub-directorate of Budget, Equipment and Maintenance, Procurement Department, Room 508, Tel.: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaoundé, and the electronic version is available on the website www.diplocam.cm. It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm), as soon as this Notice is published in the print media, by posting on the premises of the Ministry of External Relations and/or electronically.

11- ACQUISITION OF TENDER FILE

The electronic version of the tender documents can be obtained from the Directorate of General Affairs (Budget, Equipment and Maintenance Sub-Directorate, Procurement Department, Room 508, Tel.: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaoundé, upon publication of this notice, upon

payment of a non-refundable fee of forty-three thousand (43,000) CFA francs for the purchase of the tender documents.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by free download from the addresses indicated above. However, submission, whether in physical or electronic form, is contingent upon payment of the tender documents purchase fee.

12- PRESENTATION OF BIDS

Each offer must be written in French or English.

The offer must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than [date] at 1:00 PM. A backup copy of the offer, saved on a USB drive or CD/DVD, must be placed in a sealed envelope clearly and legibly marked "Backup Copy" and bearing the reference number of the Invitation to Tender:

"NATIONAL OPEN TENDER NO. 03/AONO/MINREX/CIPM/2026 OF [date], EMERGENCY PROCEDURE, FOR IT MAINTENANCE AT THE MINISTRY OF FOREIGN RELATIONS." TO BE OPENED ONLY AT THE OPENING SESSION. »

must be submitted against receipt or sent by registered mail with acknowledgment of receipt to the Department of General Affairs (Sub-department of Budget, Equipment and Maintenance, Procurement Service, Door 508, Tel.: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaoundé, no later than 16 July 2026 at 2 p.m. prompt.

File Size and Format

For online submission, the maximum file sizes for documents submitted through the platform that constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

13- ADMISSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, the technical offer, and the financial offer must be placed in separate, sealed envelopes.

The following will be rejected by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing information about the bidders' identities;
- Envelopes received after the submission deadline;
- Envelopes without identifying the Invitation to Tender;
- Envelopes not conforming to the submission procedure.

Any incomplete bid, in accordance with the requirements of the Tender Documents, will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by a first-category financial institution or organization authorized by the Minister of Finance to issue guarantees for public procurement, or failure to comply with the templates for the documents in the Tender Documents, will result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid security submitted but unrelated to the relevant tender will be considered absent. A bid security presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible. Failure to submit this sample bid will render the bid of the candidate concerned inadmissible from the moment the bids are opened by the Procurement Commission.

14- SUBMISSION OF BIDS

The opening of bids will take place in a single session and will cover all four envelopes (Outer Envelope, "Envelope A: ADMINISTRATIVE DOCUMENTS", "Envelope B: TECHNICAL PROPOSAL", and "Envelope C: FINANCIAL PROPOSAL"), one after the other, in the following chronological order: i) Outer Envelope, ii) "Envelope A: ADMINISTRATIVE DOCUMENTS", iii) "Envelope B: TECHNICAL PROPOSAL", and iv) "Envelope C: FINANCIAL PROPOSAL".

10 6 JUL 2026

It will be conducted on 10 6 JUL 2026 at 2:00 p.m. prompt. in the conference room of the new building of the Ministry of External Relations, by the Internal Tenders Board (ITB) of the Ministry of External Relations, sitting in the presence of any bidders who wish to attend or their duly authorized representatives who have a full understanding of their bids.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choosing, even in the case of a consortium.

On pain of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or as certified copies from the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be less than three (3) months old from the original bid submission date or have been prepared after the date of signature of the tender notice.

If any document in the administrative file is missing or non-compliant at the time of the bid opening, after a 48-hour period granted by the Commission, the bid will be rejected.

15- MAIN EVALUATION CRITERIA

15-1 Eliminatory Criteria

- Y Absence or non-compliance of the bid security at the opening of the bids;
- Y Absence or non-compliance of a document in the administrative file beyond the additional 48-hour period granted, if applicable;
- Y Falsified document(s), false document(s), or false declaration(s);
- Y Absence of a sworn statement attesting to the non-abandonment of a contract during the last three years and the absence of the bidder on the list of defaulting companies established by the Ministry of Public Works (MINMAP);
- Y Absence or non-compliance of the Project Manager;
- Y Failure to meet at least five (5) of the seven (7) essential criteria;
- Y Omission of a unit price or a quantified lump-sum price in the financial offer;
- Y Failure to comply with the file formats required for online bid submission;
- Y Absence or non-conformity of the original of the bid bond with deposit of said original in the competent services of the Project Owner at the above-mentioned address.

15-2 Essential Criteria

The technical offer of each Bidder, whose Administrative File and Technical Offer comply with the elimination criteria, will be evaluated according to the following essential criteria:

N°	Criteria	Evaluation	
		Yes	No
1	Human resources (2 sub-criteria, validation threshold: 2Yes /2		
2	References in similar services provided (2 sub-criteria, validation threshold: 2Yes /2		
3	Plan of work and methodology (3 sub-criteria, validation threshold: 3Yes /3		
4	Material resources to be mobilised (3 sub-criteria, validation threshold: 2Yes /3		
5	Financial capacity (3 sub-criteria, validation threshold: 2Yes /3		
6	Presumption of knowing the site (2 sub-criteria, validation threshold: 2Yes /2		

7	Presentation of file (2 sub-criteria, validation threshold: 2Yes /2		
---	---	--	--

The detailed evaluation criteria can be consulted in document 12. Only bids that will satisfy at least five (5) of the seven (7) essential criteria, after the technical assessment, will be declared qualified for the financial assessment.

16- AWARDING OF THE CONTRACT

The contract will be awarded to the Bidder whose bid is considered essentially in compliance with the Call to Tender, who will obtain at least five (5) of the seven (7) essential criteria and deemed the lowest-priced bidder.

17- TENDER VALIDITY

Bidders shall remain committed by their bids for 90 (ninety) days from the deadline set for the submission of tenders.

18- ADDITIONAL INFORMATION

Further information can be obtained from the Directorate of General Affairs (Sub-directorate of Budget, Equipment and Maintenance, Procurement Department, Door 508, Tel.: 222 20 39 40) of the Ministry of External Relations in Yaoundé or online on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- FIGHT AGAINST CORRUPTION AND BAD PRACTICES

To report any practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at the following numbers: (+237) 673 20 57,25 and 699 37 07 48.

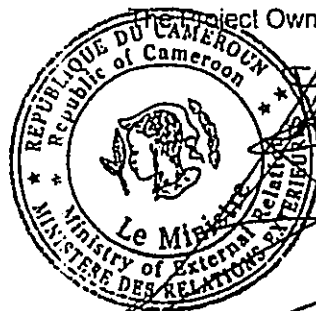
Copies:

- MINMAP (for online publication on COLEPS)
- SOPECAM (for publication in Cameroon Tribune)
- ARMP (for publication in the Public Procurement Gazette)
- Tender Board/MINREX
- Notice Boards/Archives

Yaounde, 17 JUN 2026

THE MINISTER OF EXTERNAL RELATIONS,

Project Owner



ABELLA ABELLA

